

Conférence sur le climat à Durban

Traduction

Tribune des Ambassadeurs

Le climat est le défi numéro un du XXI^e siècle. Le changement climatique détruit les bases de notre vie, la sécheresse engendre une pénurie d'eau et de denrées alimentaires. Aujourd'hui, la hausse du niveau des océans menace déjà les territoires de petits États insulaires et de vastes régions côtières.

Pourtant, la communauté internationale doit reconnaître aujourd'hui qu'elle n'a pas réussi à faire face à la menace qui émane du changement climatique : les émissions de CO₂ à l'échelle mondiale ont continué à augmenter en 2010, la température du globe a déjà augmenté de 0,8°C par rapport à l'ère pré-industrielle, le niveau des océans a enregistré entre 1993 et 2003 une hausse deux fois plus forte qu'au cours des décennies précédentes, les icebergs et les glaciers fondent à une vitesse record. Il est par conséquent d'une importance cruciale pour nous tous que les négociations sur le climat qui se déroulent en ce moment à Durban débouchent sur des résultats tangibles.

L'Allemagne est consciente de l'urgence du problème. Aussi se mobilise-t-elle en faveur d'une protection efficace du climat. Nous avons pris au niveau national des mesures de réduction qui doivent nous permettre d'atteindre les objectifs recommandés par le GIEC pour les pays industriels : nous entendons réduire nos émissions nationales de 40 % à l'horizon 2020 et de 80 % à 95 % à l'horizon 2050. Au sein de l'Union européenne également, nous plaidons énergiquement en faveur d'objectifs de réduction ambitieux.

De même, nous souhaitons faire prendre conscience, dans les plus hautes instances internationales, de la nécessité de passer enfin à l'action en ce qui concerne la protection du climat : c'est sous présidence allemande que le Conseil de sécurité des Nations Unies a, le 20 juillet 2011, reconnu à l'unanimité pour la première fois que le changement climatique est une menace pour la sécurité internationale.

L'Allemagne s'investit dans la protection du climat tant à l'échelle internationale que nationale car elle prend ce problème au sérieux tout en étant consciente de ses responsabilités. Parallèlement, une analyse approfondie de la situation permet de dire qu'en agissant ainsi, nous adoptons une nouvelle approche qui nous permettra de garder à l'avenir une économie performante. Ce changement de cap vers une « économie faible en carbone » doit apporter la preuve que protection du climat et développement économique ne sont pas incompatibles.

Nous souhaitons aider d'autres pays à appliquer cette stratégie fructueuse et les convaincre que la protection du climat peut être une chance pour tous !

Néanmoins, même si ces efforts sont couronnés de succès et que l'économie mondiale arrive à diminuer considérablement la quantité de gaz à effet de serre qu'elle produit, nous savons bien qu'aujourd'hui, de nombreux pays souffrent déjà des conséquences du changement climatique. C'est pourquoi le gouvernement fédéral appuie depuis longtemps les pays particulièrement touchés par le changement climatique : dans le cadre de la coopération allemande au développement sous l'égide du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement et de l'Initiative internationale pour la protection du climat lancée par le ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sûreté nucléaire, l'Allemagne apporte son soutien à des organismes partenaires dans les pays en développement et dans les pays émergents en les aidant à mettre en œuvre des projets de protection de l'environnement et à s'adapter au changement climatique. Au titre de l'initiative de financement à mise en œuvre rapide lancée par les pays industrialisés en 2009 à Copenhague, le gouvernement fédéral lèvera pour ces pays, entre 2010 et 2012, un financement supplémentaire de 1,26 milliard d'euros aux fins de la protection de l'environnement et de l'adaptation au changement climatique. L'Allemagne est prête également à apporter sa contribution pour financer de telles mesures à long terme dans les pays en développement.

Outre ces mesures concrètes, nous devons nous mettre d'accord, dans le cadre des négociations internationales sur le climat, pour adopter un accord mondial associant tous les gros pays grands émetteurs, y compris ceux que la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques de 1992 définissait encore comme des pays en développement et qui sont devenus entre-temps des économies d'envergure. Nous ne pourrions lutter efficacement contre le changement climatique que si nous cessons de jouer les donneurs de leçons et que si nous instaurons une sécurité juridique garantissant qu'aucun pays ne sera défavorisé et ou ne sortira du rang.

C'est là une tâche des plus ambitieuses pour laquelle il est urgent de fixer des mesures concrètes et qui sera de longue haleine : à Copenhague, nous n'avons pas réussi à mettre sur pied un tel accord mondial ni à régler toutes les questions de détail en amont qui vont du financement jusqu'aux modalités de calcul s'appliquant aux forêts en passant par la forme juridique. Aussi avons-nous décidé de ne plus prendre de risques et de régler les différentes questions par étape. Depuis la Conférence de Cancún où ils ont commencé à le faire avec succès, les États négocient les détails pour pouvoir les consigner ensuite dans le nouveau cadre nécessaire.

Nous savons que le temps presse. Il faut par conséquent que toutes les décisions soient appliquées le plus rapidement possible pour ne pas perdre de temps.

C'est dans cet esprit que nous entendons nous mobiliser non seulement au sein de l'Union européenne mais aussi à Durban, aux côtés de nombreux pays en développement, petits États insulaires et pays les moins développés, en faveur de l'adoption d'un accord sur le climat qui soit robuste et juridiquement contraignant. C'est le seul moyen de réaliser notre objectif collectif qui réside dans la limitation du réchauffement planétaire à 2°C afin de satisfaire à nos responsabilités à l'égard des générations futures. J'ai la ferme conviction que nos finances ne nous permettent pas non plus d'attendre que le changement climatique s'accompagne de conséquences encore plus graves pour nous lancer dans la lutte.